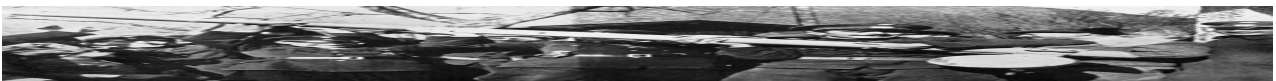


À l'aube du samedi 12 mars 1938, l'armée allemande franchit les postes frontières autrichiens.

Vingt ans après sa défaite dans la Grande Guerre, l'Allemagne se fait à nouveau conquérante. Sans tirer un coup de feu, elle annexe la petite Autriche qui avait jusque-là résisté à ses pressions.

✂ é é



Le pari perdu de Dollfus

Les visées de l'Allemagne sur l'Autriche remontent à la fin de la Grande Guerre.

La petite république d'Autriche, rescapée de l'***empire austro-hongrois*** se caractérise comme l'Allemagne voisine par une grande homogénéité linguistique. Ses sept millions d'habitants parlent allemand, même si beaucoup, surtout à Vienne, la capitale, sont issus des diverses communautés de l'ancien empire : Hongrois, Slaves, Italiens, Juifs orientaux...

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens songent fort naturellement à réunir les deux pays. Mais cette perspective leur est formellement interdite par l'article 88 du traité de paix de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, imposé par les vainqueurs à l'Autriche.

L'Autriche se fait peu à peu à l'idée de vivre séparée de sa puissante voisine. En 1932, elle succombe à la séduction d'un jeune chancelier d'extrême-droite, ***Engelbert Dollfus*** (40 ans).

Un chancelier aux convictions tempées



Issu d'une famille paysanne profondément catholique, Engelbert Dollfuss est réformé au début de la Grande Guerre en raison de sa petite taille (1,51m). Surmontant sa déception, il s'engage comme volontaire et obtient les galons de lieutenant en combattant les Italiens.

De retour dans la vie civile, il se lance dans la politique au sein d'un parti « social-chrétien » et se fait le héraut d'un État autoritaire et conservateur. C'est ainsi qu'il est appelé à la chancellerie (la direction du gouvernement) le 20 mai 1932 par le président de la République Wilhelm Miklas. Il y gagnera le sobriquet de « Millimeternich », par allusion à sa petite taille et à son illustre prédécesseur Metternich.

Déçu par le régime parlementaire et sensible aux réalisations de **Mussolini** Dollfuss se rapproche de celui-ci pour mieux résister à la pression de Hitler. Il combat sans état d'âme les militants nazis de son pays et n'hésite pas à les enfermer dans des camps, un cas unique dans l'Europe d'entre les deux guerres ! Mais le chancelier est assassiné le 25 juillet 1934 par des nazis autrichiens commandités par Hitler.

Le drame survient à peine plus d'un an après la **prise de pouvoir** de celui-ci. À midi, 154 membres des SS Standarte revêtus d'uniformes militaires autrichiens font irruption dans la Chancellerie et tirent à bout portant sur Dollfuss, le blessant mortellement. Dans le même temps, d'autres nazis s'emparent de la radio et annoncent la... démission du chancelier.

Le putsch échoue du fait de la maladresse de ses auteurs et de la détermination de Kurt Schuschnigg, ministre de l'Instruction publique et proche collaborateur de Dollfuss. Les forces gouvernementales arrêtent les assassins. Treize d'entre eux seront plus tard pendus, y compris l'auteur du coup de feu mortel.

Hitler assiste au festival annuel de Bayreuth quand il reçoit confirmation de la mort de Dollfuss. Dans le même temps, à Rome, Mussolini éclate dans une colère noire. Le Duce, au summum de sa popularité, ne tolère pas que l'Allemagne étende son territoire jusqu'à la frontière italienne. Il envoie quatre divisions vers le col du Brenner, entre l'Italie et l'Autriche, et se rend en personne à Vienne pour manifester son soutien aux Autrichiens.

Mussolini encourage qui plus est les juifs italiens à participer au boycott économique de l'Allemagne. Le 6 septembre 1934, il étale sa colère au cours d'une allocution publique : « Trente siècles d'histoire nous permettent de contempler avec une méprisante pitié les doctrines d'outre-Alpes, soutenues par les descendants des hommes qui ne savaient pas écrire lorsque Rome avait César, Virgile et Auguste » (**note**).

Le Führer ravale son dépit et reporte à plus tard l'Anschluss (le « rattachement » de l'Autriche) dont rêvent depuis un siècle les nationalistes allemands et autrichiens.



Vers la mise au pas de l'Autriche

Kurt Schuschnigg, nouveau chancelier de l'Autriche, assiste à la montée des mouvements nazis, activement soutenus par Hitler et son ambassadeur à Vienne, l'ineffable Franz von Papen, politicien inconsistant qui avait cru manipuler Hitler avant que celui-ci ne s'empare de la totalité du pouvoir.

Les rapports de force évoluent brutalement en 1936. Mussolini, mis au ban des gens civilisés suite à l'invasion de l'***Éthiopie*** se rapproche contraint et forcé de Hitler. Il soutient avec lui la rébellion du général Franco en ***Espagne***. Il n'est plus en situation de lui refuser l'Anschluss.

La même année, le gouvernement français reste inactif face à la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler. Cette entorse aux traités internationaux survient le 7 mars 1936, un an après le rétablissement en Allemagne de la conscription obligatoire, en violation du traité de Versailles.

Rassuré sur ses arrières, le Führer revient donc à l'Autriche. Le 12 février 1938, il convoque Schuschnigg dans son nid d'aigle de Berchtesgaden, le Berghof. Il exige du malheureux chancelier qu'il cesse toute poursuite contre les militants nazis qui sèment le désordre dans le pays et qu'au surplus, il confie le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité à un nazi notoire, l'avocat viennois Arthur Seyss-Inquart, le ministère de la Guerre revenant quant à lui à un sympathisant nazi, Glaise-Horstenau.



Le mardi 15 février, après trois jours de réflexion, le chancelier et le président de la République autrichienne, Wilhelm Miklas, s'inclinent devant les exigences du Führer. Le nazi Seyss-Inquart prend les rênes de la police.

Dans un sursaut de lucidité, le chancelier Schuschnigg annonce le 9 mars un référendum. Hors de lui, Hitler exige sa démission dès le surlendemain et son remplacement par Seyss-Inquart. Schuschnigg tente en vain d'appeler les gouvernements démocrates à la rescousse.

À Londres, pendant ce temps, le Premier ministre Neville Chamberlain offre un dîner d'adieu à l'ambassadeur allemand Joachim von Ribbentrop, promu au ministère des Affaires étrangères !

En occupant enfin l'Autriche, le 12 mars, Hitler se prévaut du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (sic). Le surlendemain de l'entrée des troupes allemandes dans son pays natal, il proclame officiellement l'Anschluss depuis une tribune dressée face à la Hofburg, le palais impérial de Vienne. Rebaptisée Ostmark (Marche de l'Est), l'Autriche est placée sous l'autorité du Gauleiter (chef de région) Josef Bürckel.

Dès leur entrée dans le pays, les nazis procèdent à des arrestations massives et internent les opposants potentiels dans les écoles de Vienne. Des citoyens en viennent à se suicider de désespoir. Mais la plupart se soumettent par conviction ou par crainte.

Après une campagne violemment antisémite (et anti-catholique !), le rattachement est avalisé le 10 avril 1938, dimanche des Rameaux, par un référendum. Il recueille officiellement plus de 99% de votes favorables parmi les Autrichiens.

Il est vrai que la veille, les évêques autrichiens ont publié un communiqué destiné à être lue en chaire par lequel ils déclarent que « grâce à l'action du national-socialisme, le danger du bolchévisme sans Dieu, qui détruit tout, a été écarté ». Ils promettent de vouloir « accompagner cette oeuvre avec les meilleures bénédictions pour l'avenir et exhortent les fidèles dans ce

sens ». Dans les faits, beaucoup de fidèles ont été bouleversés par ce reniement et le Vatican lui-même s'en serait ému...

Bons élèves de l'antisémitisme

Les Autrichiens, mûs par un antisémitisme plus ancien qu'en Allemagne, se montrent particulièrement zélés dans la chasse aux 190 000 juifs du pays. Sitôt l'Anschluss consommé, les juifs de Vienne sont astreints à nettoyer les trottoirs et à les débarrasser des inscriptions antinazies. Après ce hors-d'oeuvre, les persécutions dépassent très vite en violence celles qu'avait jusque-là connues le « vieux » Reich.

Notons que **Heydich**, chef des services de sécurité allemands, crée sur place, dès 1938, un centre d'émigration des Juifs pour que les Juifs les plus riches cofinancent l'émigration de leurs coreligionnaires plus pauvres. C'est à **Edman** qu'est confiée l'opération, avec pour résultat l'émigration de 50 000 juifs autrichiens en quelques semaines. En dix-huit mois, 150 000 émigrent, soit 60% des juifs autrichiens.

